

front rouge



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 19 / 30 MARS 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

FLICS, CADRES FASCISTES, REVISIONNISTES N'EMPECHERONT PAS LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

Les 2 derniers mois ont été marqués en France par un durcissement de la lutte de classe. De la Penarroya de Lyon où les ouvriers, Nord-Africains à 95 %, ont arraché des améliorations de salaire, de travail, et de logement après 32 jours de grève, à l'usine Creusot-Loire de Dunkerque, où les ouvriers ont affronté les cadres et la maîtrise organisés par la direction pour attaquer les piquets de grève, la classe ouvrière a mené des luttes dures dans divers secteurs de l'industrie.

LUTTES RESOLUES CONTRE LA BAISSA DU POUVOIR D'ACHAT

Les travailleurs ont engagé la lutte en premier lieu pour arracher au capitalisme des augmentations de salaires. Parfois la revendication de hausse des salaires accompagne la lutte contre les conditions de travail et de vie de plus en plus mauvaises imposées par le capital. Souvent cette revendication pour les salaires est mise au premier plan car les travailleurs ne peuvent supporter la baisse du pouvoir d'achat qui les frappe de plus en plus durement. Ceux qui étaient au cœur des luttes récentes sont parmi les ouvriers les plus exploités, beaucoup font partie des 6,5 millions qui en France gagnent moins de 1000 F par mois.

Dans les luttes récentes, les ouvriers réclament des augmentations de salaires uniformes, non hiérarchisées : 130 F d'augmentation pour tous à Peugeot, 70 centimes de l'heure pour tous au Joint Français etc... Les travailleurs les plus exploités se rendent compte qu'ils n'ont pas d'intérêt commun avec les cadres et la maîtrise, ils ne veulent pas se battre pour défendre les privilèges de ces serviteurs du capital. A la société métallurgique "Paris", près de Nantes, en grève depuis le 28

février, la C.G.T. et la C.F.D.T. reconnaissent dans un tract du 8/3/72 : "c'est la première fois dans la région que des travailleurs exigent une augmentation qui ne soit pas intégralement hiérarchisée".

Dans toutes les luttes récentes, les travailleurs ont utilisé des formes d'action dures : grèves de longue durée (en général plusieurs semaines), violation de la légalité bourgeoise avec les occupations d'usines et les piquets pour garantir la grève contre les flics, les cadres et la maîtrise. Les luttes des travailleurs sont d'autant plus dures que la bourgeoisie est de plus en plus intransigeante, ainsi à "Joseph Paris", c'est après plusieurs semaines de débrayages sans résultat et une menace de lock out de la direction que les 400 ouvriers ont décidé d'occuper l'usine.

LES CAPITALISTES OPPOSENT AUX OUVRIERS EN LUTTE LA VIOLENCE DES FLICS ET DES CADRES

Les capitalistes hésitent de moins en moins à recourir à tous les moyens pour briser les grèves ; à chaque fois, l'appareil d'état capitaliste constamment renforcé vient à la rescousse du patronat : dans toutes les grèves des derniers mois, les ouvriers ont dû faire face aux gendarmes, gardes mobiles, C.R.S., flics en civil dépêchés en grand nombre vers les usines en lutte, après jugement par les tribunaux de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, pour briser les grèves des ouvriers, le patronat s'appuie non seulement sur l'appareil militaire de l'état capitaliste, mais aussi, de plus en plus, à l'intérieur des entreprises, sur les cadres et les agents de maîtrise qu'il organise en commandos de choc. A la Penarroya de Lyon, les agents de

maîtrise qui avaient tenté sans succès de forcer les piquets de grève, s'étaient limités à leur sale propagande raciste dans la presse locale : "Il est inadmissible que des étrangers Nord-Africains imposent leur volonté par la force, en France". Aux établissements Paris de Nantes, le 20 mars, les "jaunes" sont allés plus loin : ils ont attaqué avec des nerfs de boeuf et des chiens policiers une vingtaine d'ouvriers qui se trouvaient devant les grilles, en blessant trois ; à l'initiative du chef du personnel et de divers cadres, s'est constitué un "comité pour la liberté du travail" qui a occupé l'inspection du travail (ou se déroulaient les négociations syndicats-direction) jusqu'à ce que les C.R.S. investissent l'usine comme ce "comité" le réclamait. Le vendredi 17 mars, ouvriers et cadres de Creusot Loire Dunkerque se sont affrontés avec violence pendant une bonne partie de la journée.

L'utilisation directe de plus en plus importante des cadres et de la maîtrise contre les ouvriers en grève, va de pair avec le renforcement du rôle des cadres et des agents de maîtrise dans l'organisation de l'exploitation capitaliste (voir l'utilisation des ingénieurs pour mettre au point l'accroissement de la productivité et de l'intensité du travail ; le renforcement du nombre et de la brutalité des chefs pour accélérer les cadences sur les chaînes).

LE GOUVERNEMENT PREND DES MESURES POUR RENFORCER LA REPRESSION DE L'ETAT BOURGEOIS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La volonté de la bourgeoisie de réprimer les grèves en s'appuyant sur les flics, les cadres et la maîtrise, s'exprime dans les récentes mesures du

gouvernement : nouvelles sanctions, avec amendes allant jusqu'à 5000 F, en cas d'atteintes à "la liberté du travail" (c'est-à-dire en cas de grève dure), annoncées par Fontanet ministre du chômage ; consignes de Marcellin adressées aux préfets en janvier.

Dans une circulaire du 5 janvier sur "les occupations d'entreprises... et les incidents dont elles peuvent s'accompagner", le ministre de l'intérieur prête grande attention à la protection des cadres : "les conflits sociaux dit Marcellin, sont parfois marqués par des occupations des lieux de travail et par des incidents divers, dont la séquestration de membres du personnel dirigeant qui est une forme d'action récente tendant à se développer... Désormais... le fait, par un individu quelconque, d'arrêter, de détenir ou de séquestrer une personne quelconque est un délit puni de 2 à 5 ans de prison si la victime a été rendue à la liberté avant le cinquième jour accompli. Cette nouvelle qualification est adaptée aux séquestrations intervenues au cours de conflits sociaux et en permet une répression plus efficace... Il appartient à l'entreprise, ainsi qu'aux personnes victimes de l'opération, de déposer plainte contre les auteurs de la séquestration. Un intérêt particulier s'attache à la parfaite identification de ces derniers".

Au sujet des délégués syndicaux, Marcellin indique : "il a été jugé que le délégué participant avec agressivité à des scènes de désordre commet une faute lourde, justifiant son licenciement immédiat et sans indemnité". Ceci est complété par une autre circulaire de Marcellin de début février qui demande aux Renseignements Généraux d'établir, en s'entretendant avec les dirigeants des

(suite page 4)

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

En organisant le 23 avril un référendum sur l'Europe, Pompidou et les partis bourgeois cherchent à masquer l'exploitation forcée à laquelle ils soumettent la classe ouvrière par l'organisation systématique du chômage, de la baisse du salaire réel et de l'aggravation des conditions de vie et de travail.

Essayer comme le P.C.F. de faire croire au prolétariat qu'il pourra changer ses conditions d'exploitation en approuvant ou en rejetant telle ou telle alliance impérialiste de la bourgeoisie française, c'est manipuler les masses, c'est de l'électoratisme.

Contrairement à d'autres élections ou, pour maintenir sa façade démocratique la bourgeoisie est obligée de concéder certains moyens de diffusion aux révolutionnaires qui peuvent le retourner contre elle pour dénoncer justement les réactionnaires, les révisionnistes, l'électoratisme et en détacher les masses qui y adhèrent encore, ce référendum n'offre aucune de ces possibilités.

C'est pourquoi, rejetant le mot d'ordre de boycott actif qui supposerait que de larges masses sont aujourd'hui capables de rejeter ce référendum, de l'empêcher de se tenir, les marxistes-léninistes de Front Rouge appellent à l'abstention révolutionnaire.

Abstention révolutionnaire pour tous les ouvriers qui subissent le plus durement l'exploitation capitaliste pour tous ceux qui ces dernières semaines se sont dressés résolument contre leurs exploités.

Abstention révolutionnaire pour tous les ouvriers qui prennent conscience de la trahison de la révolution prolétarienne systématiquement organisée par le P.C.F. et la clique de Marchais.

Abstention révolutionnaire pour tous ceux qui, par centaines de milliers, se sont dressés contre l'assassinat par la bourgeoisie de Pierre Overney.



Les grévistes face aux cadres fascistes à Dunkerque

Indépendance nationale POUR LE PEUPLE MARTINIQUEAIS

Nous publions la suite d'un article que les camarades de l'association Générale des Etudiants Martiniquais nous ont fait parvenir, où ils dénoncent l'impérialisme français.

LA QUESTION NATIONALE

Nous avons à lutter contre une domination sociale, politique, militaire et culturelle. Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, notre peuple doit poser correctement la question nationale.

La Nation et le Peuple martiniquais existent et sont opprimés et exploités par l'impérialisme français depuis 3 siècles : Communauté stable d'hommes différents des français par l'origine, la couleur de peau ; avec une histoire de lutte de classes anti-exclavagiste, anti-féodale et aujourd'hui anti-impérialiste, avec un territoire faisant partie intégrante des Caraïbes et de l'Amérique latine, à 7000 km de la France, à 400 km du Vénézuéla, à 900 km de Cuba. Avec une langue, le créole, parlée en Guadeloupe, à Haïti, à Ste-Lucie... avec une culture propre, un sentiment national en plein développement.

Analysant la situation historique, politique et sociale du pays, la nouvelle gauche révolutionnaire fait progresser la compréhension de la nature que doit nécessairement prendre notre lutte pour l'indépendance nationale.

Pour construire une Martinique Nouvelle, nous devons accomplir une Révolution de Démocratie Nouvelle, Nationale, Démocratique et Populaire, menée sous la direction du prolétariat organisé.

Nationale pour être démocratique :

nous devons briser la domination impérialiste française, conquérir notre indépendance politique nationale pour édifier une Martinique économiquement indépendante, pour édifier le Socialisme.

Démocratique pour être nationale. Cela implique que toutes les classes et couches sociales (békés et bourgeois locaux, compradores, petite-bourgeoisie pro-impérialiste) parasitaires liées ombilicalement à l'impérialisme français, qui font obstacle à la libération du peuple, soient éliminées ou neutralisées, que les classes et couches dominées et exploitées accèdent au pouvoir sous la direction du prolétariat organisé.

Notre révolution ininterrompue nécessairement à la transformation socialiste de la société martiniquaise, si les patriotes Marxistes-Léninistes remplissent leur rôle. Une des conditions de cet aboutissement est la participation des larges masses populaires, paysannes, unies sur la base d'objectifs dans lesquels elles reconnaîtront la possibilité de mettre un terme elles-mêmes à l'exploitation et la domination qu'exercent sur elles les colonialistes français.

LA REBELLION DU PEUPLE MARTINIQUEAIS

L'impasse de l'assimilation départementaliste, l'exploitation sanguinaire, la résistance accrue des masses, face à la violence colonialiste, la trahison des partis traditionnels, l'apparition d'une nouvelle gauche révolutionnaire, tous ces facteurs contribuent à ouvrir nos yeux sur la réalité impérialiste.

Depuis décembre 69, la prise de conscience par le peuple de la nécessité

de la libération totale du joug français étranger impérialiste est une réalité. Pendant trois jours, les masses populaires et la jeunesse en particulier, en armes, ont montré la nécessité d'opposer la violence révolutionnaire anti-colonialiste à la violence réactionnaire et colonialiste française. Les années 1969, 1970, avec le combat de la nouvelle gauche révolutionnaire (Mouvement de Libération Nationale, Groupe Zamma, G.A.P.) annonçaient déjà 1971 et une phase de nouvelles luttes révolutionnaires pour l'indépendance nationale.

1971 : La mobilisation de la jeunesse caractérise la phase actuelle de Rébellion générale de tout le peuple. Dès les mois de janvier, février, le GAP (Groupe d'Action Prolétarien) impulse des luttes violentes dans la capitale. Sur le sol impérialiste, en France même, les émigrés manifestent leur soutien. Ce n'était qu'un début puisque le combat continuait avec les grèves ouvrières dans le bâtiment, les transports, le carton et la boulangerie ouvrant ainsi la voie à l'édification de organisations syndicales nouvelles. Les élections de mars 1971 démontrent clairement avec l'élimination des maires les plus réactionnaires que la majorité du peuple opte désormais pour la voie juste et digne de la libération totale et ce, même si certains hésitent encore sur les perspectives précises de l'indépendance nationale dans un régime démocratique et Populaire.

Mai 1971 : une tempête révolutionnaire ébranle le système et la rébellion s'organise dans la rue : barricades, incendie du siège du BUMIDOM négrier, destruction de grands magasins symboles du colonialisme, combat de rue aux cocktails molotov. Malgré le lâche assassinat de notre jeune frère Gérard Nouvet, Messmer ne parlera au Conseil Général qu'avec une serviette autour du cou à cause des gaz lacrimogènes et sera obligé de se déplacer en hélicoptère.

En France, la riposte et le soutien aboutissent à une grandiose mani-

festation de rue de 2 000 personnes, émigrés et français, dans le quartier populaire de Barbès à Paris (cf. "affaire Jaubert"). Mais un étudiant martiniquais est arrêté et il sera jugé ce mois-ci pour port d'armes, rébellion et outrages.

L'année 71 a enseigné à une large fraction que seule la lutte résolue et violente contre l'impérialisme conduira tout le peuple vers la Liberté et l'Indépendance, elle a aussi appris que cette lutte doit être organisée par le Prolétariat Organisé, allié à toutes les couches exploitées du peuple.

Le sang que versent les patriotes est une semence de patriotisme, comme le disait Ernest Ouandié. Nous sommes résolu à tous les sacrifices et notre peuple reprendra bientôt le flambeau des esclaves victorieux pour se libérer du joug impérialiste pour

LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE OU LA MORT !

Association générale des étudiants martiniquais.

SOUSCRIPTION :		Paris :	
Belfort :	150 F	Sochaux :	95 F
Besançon :	160 F	Villefranche/Saône :	1 000 F
Dunkerque :	50 F	Caen :	170 F
Lyon :	1 150 F	Martignes :	310 F
Lyon :	1 000 F	Grenoble :	50 F
Bourg :	150 F	Strasbourg :	80 F
Nancy :	30 F	Macon :	110 F
Le Puy :	30 F	Dijon :	240 F
Montpellier :	10 F	Avignon :	170 F
Paris :	20 F		10 F
		TOTAL :	5 015 F

grandes entreprises, un fichier avec l'état civil complet et les adresses des délégués et délégués suppléants, ainsi que la situation politique dans l'entreprise avec des questions telles que : le personnel est-il politisé ? Suit-il les consignes données par les formations politiques ? Où et par qui sont faites les distributions de tracts ? etc...

POUR LEUR POLITIQUE "D'UNION POPULAIRE", LES REVISIONNISTES DENONCENT LE "GAUCHISME" DES LUTTES OUVRIERES ET SOUTIENNENT LES CADRES.

Si aujourd'hui les cadres fascistes osent relever la tête, ce n'est pas seulement à cause du soutien qu'ils ont rencontré dans les mesures du gouvernement. Les révisionnistes du P."C".F. et de la C.G.T. ont contribué par leur propagande, leur attitude vis à vis des dernières luttes, à leur tracer la voie.

Henri Krasucki est très explicite à ce sujet. Dans un article du journal "le Monde" du 23 mars, ce dirigeant national de la C.G.T. condamne en fin de compte les dernières luttes en les taxant de "gauchistes" au nom de la stratégie dite "d'union populaire" du P."C".F. : "toute la politique du pouvoir et du patronat a pour but d'empêcher le rassemblement de ces forces (notamment tous les salariés, de l'ouvrier à l'ingénieur)... Leur acharnement (pour y arriver)... s'applique à chaque lutte revendicative comme en témoigne l'expérience des principales grèves de l'année écoulée et certains mouvements actuels, ce qui conduit les travailleurs à bien choisir et à affiner leurs méthodes d'actions en fonction de chaque situation". Krasucki avait précisé le sens de cette position dans la V.O. du 18 octobre lorsqu'il déclarait après la grève du métro : "la grève n'est pas la seule forme d'action, ni même la forme d'action favorite... Une catégorie de travailleurs doit défendre ses revendications avec des méthodes telles qu'elles lui assurent d'abord le soutien de l'ensemble des travailleurs, et aussi de la population... Cette

constatation n'est pas seulement valable pour les services publics". Poser comme préalable le soutien de l'ensemble des travailleurs et de la population signifie en fait pour le P."C".F. et la C.G.T., que les ouvriers doivent se soumettre aux positions des cadres, et d'autres catégories dont les intérêts sont liés au capitalisme, et qui ne sont pas touchées par la baisse du pouvoir d'achat.

"Le fond du gauchisme, dit Krasucki dans le "Monde", c'est la négation de la lutte de masse des salariés eux-mêmes au bénéfice de l'action de minorités". Que veut dire "minorités" dans la bouche des révisionnistes ? A propos de la Penarroya à Lyon, la C.G.T. a déclaré : "désaccord avec les formes de lutte qui prétendent faire capituler un groupe monopoliste de 16000 salariés, appuyé par la banque Rothchild, avec la grève d'une usine de 100 ouvriers".

Pour la grève de Zig Zag à Thonon (Hte Savoie), "l'Humanité" révisionniste du 24 mars dit des ouvriers qui ont fait grève près de 2 mois pour refuser le travail du dimanche : "les grévistes s'isolèrent par leurs positions jusqu'aboutistes", tandis que "la C.G.T. a su agir en organisation responsable", en signant dès le 28 février un accord avec la direction, admettant le travail en continu malgré l'opposition des ouvriers directement concernés.

Ainsi aujourd'hui, les révisionnistes sont amenés à condamner les luttes ouvrières où les contradictions cadres-ouvriers éclatent au grand jour et plus généralement toutes les luttes qui, comme celles de ces derniers mois (parce qu'elles expriment la combativité des ouvriers contre le capitalisme) effrayent les valets du capital. Mais, dans les luttes résolues qu'ils engagent, les ouvriers rejettent les révisionnistes.

**NON A LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT
A BAS LES CADRES FASCISTES
A BAS LES TRAITRES REVISIONNISTES.**

ACQUITTEZ FLORENT BRELEUR

Inculpé pour sa participation à Paris à une manifestation de soutien à la lutte du peuple Martiniquais en mai 1971.

MARCHAIS NON A POMPIDOU OUI A L'ELECTORALISME

Le P."C".F., autrefois parti de la classe ouvrière, est devenu aujourd'hui un parti bourgeois. S'efforçant par tous les moyens d'éviter que le prolétariat prenne conscience de son rôle historique, le P."C".F. cherche à s'appuyer sur la classe ouvrière et sur la petite bourgeoisie pour arriver au gouvernement : en fait, pour proposer une autre solution à la gestion des intérêts du capital, dans le cas où l'U.D.R. ne serait plus en mesure de jouer son rôle.

Apparaître comme un parti de gouvernement, responsable, conséquent avec lui-même, capable de prendre la relève, voilà la signification principale que le P."C".F. donne à son vote : Georges Marchais, dans son intervention au Comité Central du 23 mars 72, le dit bien : "alors que l'occasion nous est donnée d'appeler des milliers de français à manifester leur opposition à la politique du pouvoir, nous ne saurions prôner une abstention, qui s'identifie, pour la masse des gens, à la passivité, à l'indifférence, et peut jeter le doute sur notre capacité à mettre en œuvre demain une politique différente à la direction des affaires du pays".

En effet, dans sa logique, s'abstenir pourrait suggérer qu'il n'a rien à dire, aussi bien sur la France d'ailleurs, que sur l'Europe, qu'il se désintéresse de l'avenir de la France, bref, qu'il n'est pas une véritable opposition. Or, dans son programme, même sur l'Europe, sa position est bien précise, et tout à fait contraire à celle de Pompidou : s'abstenir reviendrait en fait à déchoir son programme au premier obstacle venu. Ce ne serait pas digne de l'image qu'il veut donner de lui-même.

Comment parvenir au gouvernement ? Il faut se faire élire, et surtout implanter l'idée que le sort de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière sera transformé par des élections et un simple changement d'équipe. Le vote du P."C".F. correspond aux diverses tactiques qu'il emploie vis à vis des diverses classes et des diverses couches qu'il veut influencer : la petite bourgeoisie, pour qui voter est un rite tant elle tient à l'ordre de la légalité, aurait pu être désarmée par l'abstention. Car voter, pour elle, c'est faire pression sur le gouvernement pour l'améliorer. Comme le P."C".F. veut avoir son appui, et gagner certaines couches, il ne peut appeler à l'abstention.

De même, maintenir sa domination sur la classe ouvrière, c'est s'efforcer d'empêcher que les idées révolutionnaires pénètrent dans le prolétariat, empêcher qu'il s'organise pour prendre le pouvoir par les armes et exerce sa dictature. C'est pourquoi le P."C".F. prêche le NON et lutte contre la tendance à l'abstention dans la classe ouvrière.

De plus, dans la conjoncture actuelle, où la misère et la répression s'accroissent, après le mouvement de masse déclenché par la mort de Pierre Overney, à côté duquel l'action engagée par le P."C".F. a lamentablement échoué (le 19 mars, moins de 10.000 jeunes seulement à la manifestation en recollant dans tous les coins de Paris, le 22 mars, suppressions de la manifestation de Paris contre la répression), devant la montée des luttes dures en dehors des syndicats, en dehors de la légalité, prôner le non, c'est dévier l'élan révolutionnaire, maîtriser cette force montante pour la canaliser vers les urnes, et donc chasser une situation qui risquerait de lui échapper.

C'est pour cela que le P."C".F. se garde bien de faire porter sa propagande uniquement sur l'Europe (l'avant dernier paragraphe seulement de la résolution du C.C.) mais met l'accent surtout sur la politique intérieure (4 paragraphes). Ce qui n'empêche pas que, fidèle à son programme et à ses intérêts, il refuse une petite Europe capitaliste troisième superpuissance dans le monde susceptible de lutter contre l'influence de l'U.R.S.S., et propose au contraire "une grande Europe" capitaliste où l'agresseur de la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. aurait sa place.

Mais tout en votant non au référendum, le P."C".F. ne veut pas que la coalition P.S.-P."C".F. vole en éclat, aussi par force de déclarations chacun affirme que le désaccord sur ce référendum est secondaire, que le principal, c'est la discussion sur le programme de gouvernement qu'il vont engager tous les deux. Tous deux sont d'accord pour continuer à prévoir le partage des portefeuilles ministériels, pour continuer à duper la classe ouvrière avec l'unité de la gauche. Bref tous deux sont d'accord sur l'électoralisme.

FALSIFICATION REVISIONNISTE en Lorraine

Les révisionnistes lorrains sont satisfaits : sur les traces de leur boss Marchais, il se sont découverts leur complot. Politanski, maire révisionniste de Longlaville et son compère Porcu brandissent une lettre signée "chef du commando maoïste n° 7" menaçant de faire sauter la mairie et d'assassiner 2 douaniers et un instituteur. Pour ne pas être en reste, les révisionnistes de Nancy ont eux aussi reçu leur lettre : elle prévient que "le sang du gros Jacques coulera" lors de sa visite en Lorraine. La mairie de Longlaville n'a pas sauté et Duclos a toujours une mine aussi resplendissante.

Qui a pu envoyer cette lettre ? En tout cas sûrement pas un révolutionnaire, comme voudrait le faire croire le P."C".F. Que Politanski, Porcu ou Duclos ne s'inquiètent pas : le jour viendra où les ouvriers au pouvoir leur feront payer leur trahison. Mais aujourd'hui, saigner Duclos n'est pas le meilleur moyen pour dénoncer, aux yeux des masses, cette trahison. C'est faire l'économie de tout un travail de propagande et d'agitation politiques pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme.

Qui a intérêt à recevoir une telle lettre ? Les révisionnistes du P."C".F. qui se sont emparés de l'affaire à grand renfort de meetings, de motions et de dépôts de plainte, pour alimenter leur campagne "anti-gauchiste." Le tout largement repris par le "Républicain Lorrain" et toute la presse réactionnaire locale. Et de faire l'amalgame avec les nombreux tracts marxistes-léninistes diffusés dans la région de Villerupt... et le plasticage de la mairie de Longlaville par l'OAS en 61. A qui profite le crime ? se demandait "France Nouvelle", feuille du P."C".F. à propos de Renault. Nous retournons la question à Marchais : qui a eu intérêt à ressortir cette grossière falsification, sinon les révisionnistes eux-mêmes pour aller plus loin dans leur tentative d'étouffer, de calomnier, de discréditer les révolutionnaires ? Pour eux le gâteau électoral de 73 est sans doute à ce prix.

